

Pour une PAC cohérente avec la souveraineté alimentaire en Europe et dans les pays du Sud

Tous les citoyens sont concernés

Chaque citoyen européen contribue à hauteur de 120 € au budget de la Politique Agricole Commune (PAC). La contribution annuelle française est d'environ 10 milliards € soit 150 € par habitant. La PAC, ce n'est pas seulement l'affaire des agriculteurs, encore moins celle de l'agro-business. Nous sommes tous concernés à travers notre alimentation, mais aussi le développement rural et l'environnement. La politique agricole européenne impacte également les paysans et les peuples du Sud via la globalisation des échanges et les interdépendances de plus en plus grandes qu'elle entraîne entre les régions du monde. Il est donc logique que des organisations citoyennes, comme le *Collectif 29 pour la Souveraineté Alimentaire dans les pays du Sud et en Europe*, expriment leur point de vue auprès des décideurs français et européens.

Constats:

- L'Union Européenne (UE) investit chaque année 55 milliards € dans la PAC. Les primes PAC et l'ensemble des subventions agricoles représentent en moyenne 40 % du revenu des exploitations de l'UE. Ces aides sont destinées à rendre nos produits plus compétitifs sur les marchés mondiaux, y compris vis à vis des agricultures vivrières (non subventionnées) des pays les plus pauvres que l'UE inonde parfois de ses excédents à bas prix, anéantissant ainsi leurs perspectives de développement.
- En réalité, moins de 7 % de la production agricole et alimentaire de l'UE sont exportés hors de ses frontières. A l'inverse l'agriculture européenne est fragilisée par l'importation annuelle de 35 millions de tonnes de tourteaux et de graines oléagineuses, essentiellement du soja (OGM à 80 %). L'expansion de cette culture en Amérique du Sud participe à la marginalisation des populations locales, à la déforestation et à la dégradation de l'environnement.
- 20 % des exploitations perçoivent 80 % des primes PAC. Depuis quelques années les grandes exploitations céréalières, par exemple, sont celles qui dégagent les meilleurs revenus avant primes et en perçoivent le plus !
- Sous la pression de l'agro-alimentaire et des lobbys agricoles, la PAC a promu en Europe un modèle agro-industriel qui :
 - participe à la forte réduction du nombre d'exploitations et donc de l'emploi en agriculture : 25 % des actifs agricoles ont disparu entre 2000 et 2009. Et ça continue.
 - ne permet pas de préserver la planète parce qu'il occasionne des coûts environnementaux et sociaux considérables
 - se révèle incapable de réduire le nombre de victimes de la faim (près d' 1 milliard de personnes) car la faim est avant tout la conséquence de la pauvreté.
 - promet des crises toujours plus nombreuses et violentes.

Organisations membres du Collectif 29 pour la Souveraineté Alimentaire dans les pays du Sud et en Europe :

CCFD-Terre Solidaire ; groupes Peuples Solidaires de Brest, Landerneau, Lesneven, Quimper, St Pol-Morlaix et Pont l'Abbé ; Confédération Paysanne ; CMR (Chrétiens dans le Monde Rural) ; MAB (Maison de l'Agriculture Bio) ; Ti ar Bed ; ATTAC 29 ; Kaol Kozh ; CIVAM ; les Biocoop de Plougastel (Biogastel), Quimper, Landerneau (la clef des champs) et Finisterra (Brest, St Renan, Lesneven et Morlaix) ; CICODES ; Afrique Verte Penn ar Bed ; Bro an Are

La PAC doit devenir un outil de réorientation de la politique agricole

Nous demandons à nos responsables politiques français et européens de réorienter sérieusement la PAC en plaçant le concept de souveraineté alimentaire au centre des mécanismes et des décisions. L'UE doit proposer et défendre dans les instances internationales une gouvernance mondiale de l'agriculture allant dans ce sens. La PAC doit retrouver sa vocation première : alimenter prioritairement le marché européen (500 millions de consommateurs) sans perturber le développement de l'agriculture des pays en développement. Cela revient à poser la question de la **place de l'agriculture dans l'OMC**.

Nous attendons de la PAC :

1 - qu'elle développe une agriculture paysanne moderne, c'est-à-dire performante et pourvoyeuse d'emplois :

- par des prix rémunérateurs (maîtrise des volumes de production et des marchés).
- par une juste répartition des aides européennes privilégiant les actifs plutôt que les hectares et soutenant les productions en difficulté.
- en favorisant les installations et le maintien des exploitations de dimension familiale, sans oublier les emplois induits par l'agriculture (agro-alimentaire, services).
- en favorisant, comme le propose Marc Dufumier, une agriculture "intensivement écologique", économe en intrants (énergie, pesticides, engrais, soja...) et renouant avec les principes de base de l'agronomie.
- par une relocalisation des productions pour un développement harmonieux des territoires et une proximité avec les consommateurs.

2 - qu'elle mette en place un Plan Protéines de nature à réduire la dépendance de l'UE sans développer la production d'agroc carburants sous prétexte qu'ils génèrent aussi des tourteaux. Ce Plan doit stimuler la Recherche et encourager la production de plantes riches en protéines. La relocalisation de la production de protéines en Europe occuperait environ 10 % de la surface agricole.

3 - qu'elle supprime les aides à l'Export, notamment vers les pays en développement, et incite, par des mesures socialement acceptables, les entreprises concernées à s'adapter ou se réorienter, en cohérence avec le concept de souveraineté alimentaire. Il n'est pas acceptable que des produits agricoles subventionnés par la PAC concurrencent les productions vivrières des pays en développement.

Au-delà de la PAC, les responsables politiques devront rechercher plus de cohérence entre les politiques agricoles, alimentaires, énergétiques, environnementales et sanitaires.